

<http://ugtg.org/spip.php?article1552>



Déficit du CHU de PàP : La situation actuelle est le résultat du désengagement de l'Etat et de la marchandisation de la santé !



Date de mise en ligne vendredi 5 août 2011

- Actualité -

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

A PA CHANS NOU PANI

NI MOVÉ NOU MOVÉ !!!

Il y a 5 ans, nous avons tous salué l'arrivée de Patrick HOUSSEL avec **konfyans**, la DHOS nous ayant promis une direction jeune, dynamique et compétente avec comme challenge, la reconstruction du CHU.

Nos premières rencontres avec ce nouveau directeur laissait présager que le dialogue social allait se rétablir et que le CHU se tournait vers l'avenir.

MÈ SÉ TÉ ESPWA A MAL PAPAY É PA KONNET MOVÉ !

Nous avons vite déchanté, ne serait-ce qu'en regardant de plus près la composition de l'équipe de direction. Ils avaient presque tous dans leur entourage proche « quelqu'un qui nous ressemblait... » **HOUSSEL té ja ka kouyoné nou !**

La DRH, poumon d'un établissement de près de 3000 agents, en pleine mutation de générations, n'a jamais pu être réorganisée, malgré la tentative de l'actuel directeur. Elle reste aujourd'hui encore, gangrenée par certaines pratiques et s'empêtre dans son dysfonctionnement.

La Direction des Affaires Médicales, avec à sa tête le compagnon de route du directeur général depuis PONTOISE, n'a jamais pu mettre en place une politique attractive en direction des médecins qui quittent le CHU après de plus ou moins courts séjours pour d'autres hôpitaux leur offrant mieux.

MI FOTO AY !!!

Un an après sa prise de fonction au CHU, le directeur général nous annonçait que le déficit avait, été résorbé de moitié, soit environ 7 Millions d'euros.

Que le mouvement social de début **2009** en ait ralenti le processus, selon les dires du directeur général, **nous voudrions bien croire !**

Que la mise en place de la T2A n'ai pas permis au CHU de dégager des bénéfices, nous pourrions le comprendre !

Mais que le déficit se soit creusé au point d'atteindre aujourd'hui près de 40 Millions d'euros, qu'on nous l'explique !

Le 20 septembre 2010, le directeur général nous adressait un document sur la situation financière du CHU : « **La dégradation des comptes apparue dans le courant de l'année 2009 se confirme en 2010 au point d'atteindre un déficit d'exploitation désormais évalué à près de 30 Millions d'euros, soit plus de 10 % de notre budget, nous classant ainsi au dernier rang des CHU** ».

Le directeur général présentait alors, à l'époque, un plan de redressement : « **Ce plan que je vous communique ci-joint, découle du plan de redressement de décembre 2008 et sera progressivement mis en place. Ces dispositions visent à maîtriser l'ensemble de nos charges et à améliorer nos recettes après les investissements que nous venons de réaliser** ».

Seulement, ce plan d'action était le même que celui de 2009 qui n'avait jamais été mis en place et qui indiquait, entre autre, le **non remplacement** de 2 directeurs ayant quitté l'établissement.

MÈ KA NOU KA KONSTATÉ ?

Alors que sommes dans une situation financière désastreuse et que l'Etat nous demande, **depuis tantôt**, de consentir des efforts en matière d'économie et de dégager des bénéfices pour faire face à la reconstruction, **ka nou ka vwè ?** :

- ▶ recrutement de 2 nouveaux directeurs ;
- ▶ entretien des espaces verts des logements des directeurs à la charge du CHU pour environ **80 000 euros** ;
- ▶ recrutement de personnel, en particulier d'un ingénieur « à la reconstruction » avec salaire conséquent et avantages en nature alors qu'un ingénieur en fonction dans l'établissement pouvait prétendre à ce poste ;
- ▶ augmentation du parc automobile et transformation de véhicules de service (avec le logo du CHU) en véhicules de fonction ;
- ▶ attribution de logement de fonction à un directeur n'effectuant pas de garde (l'art. 1er de l'arrêté du 08/01/2010 stipule qu'un directeur devrait effectuer au moins 40 journées de garde par année pour bénéficier d'une concession de logement) ;
- ▶ recrutement de personnel en CDI sur des postes pour lesquels des agents sont partis en promotion professionnelle ;
- ▶ dépenses de formation irréflechies (plusieurs agents partis en formation pour le même poste ou formation de cadres de santé faite en France alors que ces mêmes formations sont dispensées en MARTINIQUE-au même niveau- générant des frais de déplacement coûteux) ;
- ▶ primes de fonction des directeurs adjoints (contractuels ou titulaires) allant de **4000 à 15000 euros**, en 2010 ;
- ▶ notes de frais (restaurant ou autre) astronomiques ;
- ▶ recrutement d'un cadre de santé depuis plus d'un an pour un service n'ayant toujours pas « ouvert ses portes » ;

Et la liste n'est pas exhaustive !

AN MENM DITAN

- ▶ le personnel manque au chevet du malade ;
- ▶ le matériel de base manque ;

- ▶ certains médicaments sont en pénurie ;
- ▶ le CHU est contraint d'avoir recours à l'emprunt pour assurer la paye du personnel et honorer ses factures ;
- ▶ le personnel de plus en plus démotivé, travaille constamment « sous pression » ;
- ▶ le personnel est quelquefois, obligé de doubler sa durée quotidienne de travail qui ne devrait en aucun cas excéder 12 heures (pouvant mettre en danger sa vie et celle des patients) ;
- ▶ certains locaux sont de plus en plus dégradés ou voire même dangereux ;
- ▶ les malades mangent mal ;
- ▶ de plus en plus d'agents sont en longue maladie ou en A.T. ;
- ▶ les patients sont souvent privés du droit à un hébergement et à des soins de qualité ;

Et actuellement,

- ▶ menace de licenciement des contractuels, même sur les postes vacants ;
- ▶ menace de fermeture de service.

Aujourd'hui, le Ministre de la Santé nous annonce que l'Etat a décidé de financer totalement la reconstruction du CHU à hauteur de **590 Millions** d'euros mais nous demande de prendre notre part de responsabilité : « **Il est nécessaire de revenir, à terme, à l'équilibre financier car un hôpital bien géré, c'est un établissement qui investit, qui embauche et qui lance des projets pour l'ensemble de la population** ».

Wi, nous sommes tous prêts à faire des efforts, mais nous payons déjà un lourd tribut à cause du désengagement de l'Etat et à la mauvaise gestion du directeur général.

FO PA PON MOUN FÈ NOU KWÈ KÈ SÉ NOU KI PA BON !

HOUSSEL revient du Centre Hospitalier René DUBOS à PONTOISE où il a laissé derrière lui un déficit de 11 Millions d'euros, alors que l'établissement enregistrait un excédent de 10 Millions d'euros avant son arrivée, 10 ans auparavant.

É poutan, pa té ni LKP PONTOISE

Cet établissement a fait l'objet d'une enquête de la Cour Régionale des Comptes et cette dernière lui rappelait qu'il n'avait pas « *compétence pour créer un régime particulier de rémunération* ». **Lopital la té ka koulé, y té ka péyé pewsonel ay byen byen et y pa janmen kriyé yo fégnan !**

La situation actuelle du CHU, qui est celle de bon nombre d'hôpitaux de France est le résultat du désengagement de

l'Etat et de la marchandisation de la santé. Mais, situation souvent aggravée par la mauvaise gestion ou les mauvais choix des directions en place.

Travailleurs du CHU, continuons à nous mobiliser et à nous battre pour des soins de qualité et une politique de santé au service de notre population.

DAVWA, SANTÉ PA KOMÈS !!!

Ne nous auto-flagellons pas ! **A pa nou ki responsab !**

BAY LANMEN.... DÈMEN PA SÈTEN... !!!

BAY LANMEN.... DÈMEN PA SÈTEN... !!!

UTS-CHU

Juillet 2011